



Numéro PPQ/

vendredi 12 août 2016

Les grands titres:

- Au Canada, Ban Ki-moon annonce de nouvelles initiatives pour l'émancipation des jeunes
- L'ONU appelle l'Australie et Nauru à mettre fin aux centres de détention offshore
- Soudan du sud : le Conseil de sécurité approuve la création d'une force de protection régionale
- Centrafrique : L'OMS renforce sa réponse face à l'épidémie de choléra
- Journée de la jeunesse : l'ONU appelle les jeunes à être les acteurs du développement durable
- Thaïlande : l'ONU condamne les attentats à la bombe
- Yémen : le Coordonnateur humanitaire de l'ONU appelle à épargner les civils

Au Canada, Ban Ki-moon annonce de nouvelles initiatives pour l'émancipation des jeunes



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, prononce un discours à l'Université de Calgary. Photo ONU/Mark Garten

12 août - A l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a annoncé des engagements pratiques en faveur de l'émancipation des jeunes à travers la création d'un groupe consultatif sur la jeunesse, la paix et la sécurité, et la nomination d'un nouvel Envoyé spécial pour l'emploi des jeunes.

En déplacement ce vendredi à Calgary, dans la province canadienne de l'Alberta, le Secrétaire général a exhorté les jeunes à saisir les défis mondiaux du développement durable de l'emploi et de la paix.

« Je vous encourage à voir notre monde comme votre communauté » a-t-il déclaré dans un discours prononcé devant les étudiants de l'Université de Calgary. « L'éducation n'est pas juste quelque chose que vous prenez. C'est une chose que vous utilisez pour rendre service au monde » leur a-t-il rappelé.

« Vous pouvez tous être des leaders du développement durable » a dit M. Ban aux étudiants. « Vous pouvez être intéressé par les droits de l'homme ou la justice. Vous pouvez être fasciné par l'agriculture ou la médecine. Vous voudrez peut-être prendre soin de personnes âgées ou enseigner dans les écoles. Tout chemin que vous choisissez peut conduire à un avenir plus durable ».

A Calgary, le Secrétaire général a annoncé la constitution d'un groupe consultatif pour étudier la mise-en-œuvre de la résolution 2250 du Conseil de sécurité reconnaissant l'importance de la jeunesse dans la construction de la paix et de la sécurité.

« Près de la moitié des membres de ce groupe sont des jeunes », a indiqué M. Ban. « Certains d'entre eux ont survécu à un conflit. L'un d'entre eux a perdu son père dans une guerre. Un autre a été touché par une balle. D'autres étaient des



réfugiés. Les experts de ce groupe viennent du monde entier, y compris du Canada ».

Alors que 70 millions de jeunes sont actuellement au chômage et que près du double travaille dans la pauvreté, M. Ban a également annoncé au Canada, la nomination d'un nouveau Envoyé spécial pour l'emploi des jeunes en la personne de M. Werner Faymann, ancien chancelier d'Autriche.

« M. Faymann travaillera avec mon Envoyé pour la jeunesse et l'Organisation mondiale du Travail pour relever le défi de l'emploi » a précisé le Secrétaire général.

« Les jeunes peuvent faire plus que trouver un emploi - ils peuvent les créer » a souligné M. Ban.

« Nous avons besoin de votre aide pour produire le changement. Elevez vos voix. Prouvez que les jeunes ne sont pas un fardeau mais qu'ils sont une opportunité. Construisez la confiance dans vos communautés. Aidez les Nations Unies à construire la paix dans notre monde » a-t-il ajouté.

Soudan du sud : le Conseil de sécurité approuve la création d'une force de protection régionale



Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution autorisant le déploiement d'une force de protection régionale de 4000 soldats au sein de la MINUSS. Photo ONU/Manuel Elias

12 août - Réuni ce vendredi à New York, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a autorisé la création d'une force de protection de régionale de 4000 soldats, au sein de la Mission des Nations Unies au Soudan du sud (MINUSS), chargée d'assurer un environnement sûr et une circulation sans entrave à Juba et aux alentours.

Devant l'aggravation de la crise politique, sécuritaire et humanitaire au Soudan du Sud, le Conseil de sécurité présidé par la Malaisie, a adopté par 11 voix pour et quatre abstentions (Chine, Egypte, Russie et Venezuela) une nouvelle résolution prorogeant le mandat de la MINUSS jusqu'au 15 décembre 2016 et autorisant pour la même période le déploiement de cette nouvelle force basée à Juba et placée sous l'autorité de la mission de l'ONU.

La décision du Conseil intervient à la suite de nouveaux affrontements qui ont éclaté le 7 juillet dernier à Juba entre les forces de l'Armée populaire de libération du Soudan du Sud (APLS) loyales au président Salva Kiir et les hommes de l'Armée populaire de libération du Soudan du Sud - En opposition (APLS-EO) restés fidèles au premier vice-président Riek Machar. Lors de ces affrontements, des bâtiments de l'ONU et des sites de protections de civils sous la responsabilité de la MINUSS avaient été attaqués.

La semaine dernière, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, avait dénoncé des meurtres, viols, pillages et destructions de propriétés commis par les forces gouvernementales. Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, avait condamné les violences contre les civils et les travailleurs humanitaires, et décrit une tragédie humanitaire qui a déplacé plus de deux millions de personnes.

La résolution adoptée par le Conseil condamne fermement les attaques contre les civils et l'ONU, et l'obstruction du travail de la MINUSS. Elle souligne que la protection des civils doit constituer une priorité dans les décisions concernant l'utilisation des capacités et des ressources disponibles au sein de la MINUSS.

Le Conseil a par ailleurs relevé le plafond des troupes de la MINUSS de 12.000 à 17.000 soldats et « l'autorise à user de tous les moyens nécessaires pour protéger



le personnel des Nations Unies, ses installations et son matériel afin de dissuader de toute violence, notamment lors un déploiement proactif et patrouilles actives, en vue de protéger les civils contre les menaces, quelle que soit la source ».

Journée de la jeunesse : l'ONU appelle les jeunes à être les acteurs du développement durable



Des étudiants sur le site d'un projet de développement, soutenu par l'ONU, qui vient en aide aux populations vulnérables à Antananarivo, Madagascar. Photo ONU/Mark Garten

12 août - A l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse qui a lieu chaque année le 12 août, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a encouragé les jeunes à promouvoir les objectifs de développement durable (ODD) en mettant l'accent sur l'élimination de la pauvreté et en favorisant des modes de consommation et de production durables.

Précisant qu'ils représentent « la génération de jeunes la plus nombreuse de l'histoire » et qu'ils sont « mieux informés que toutes les générations qui les ont précédés », le Secrétaire général a souligné dans un message que « les jeunes du monde entier peuvent, au niveau mondial, briser les schémas du passé et mettre le monde sur la voie d'un avenir plus durable ».

« Directement touchés par les tragiques contrastes qui existent à l'heure actuelle entre la pauvreté extrême et la richesse ostentatoire, la faim dévorante et le gaspillage alimentaire honteux, les riches ressources naturelles et les industries polluantes, ils peuvent apporter des solutions à ces problèmes, qui sont au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 », a dit M. Ban.

« Nous comptons sur les jeunes du monde entier pour participer activement à la transformation de la production et de la consommation des biens et des services, de façon à qu'elles répondent aux besoins essentiels et aux aspirations des plus pauvres sans surcharger les écosystèmes, déjà mis à rude épreuve », a ajouté le Secrétaire général qui a salué leur dynamisme, créativité et idéalisme ainsi que leur capacité à changer les attitudes et aider à créer des industries plus durables.

« Les jeunes jouent déjà un rôle dans les modes de production, de distribution et de consommation mondiaux et contribuent à l'entrepreneuriat vert en créant des produits et des services viables. Consommateurs responsables, ils jouent un rôle de premier plan dans le passage à des modes d'achat plus justes, plus équitables et plus durables » a rappelé M. Ban.

« Donnons aux jeunes les ressources, le soutien et la liberté d'action dont ils ont besoin pour créer des changements durables dans le monde », a-t-il conclu dans son message.

Dans un message diffusé aujourd'hui, la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, s'est fait l'écho du Secrétaire général.

« Les jeunes vivent aujourd'hui dans les pays les moins avancés et assument le plus lourd fardeau des conflits et de la pauvreté. Il ne peut y avoir de développement durable si les jeunes restent sur la touche », a souligné la Directrice générale.

« Je demande à tous les États membres et partenaires de l'UNESCO de soutenir leurs initiatives, de leur donner une voix, de les laisser se développer », a ajouté Mme Bokova.

Pour l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse, Ahmad Alhendawi, « les jeunes

offrent des solutions audacieuses et inspirantes aux défis les plus urgents de la planète »

« Les jeunes ne sont pas seulement les bénéficiaires du Programme de développement durable à l'horizon 2030, mais ils détiennent surtout la clé de son succès » a souligné M. Alhendawi.

Yémen : le Coordonnateur humanitaire de l'ONU appelle à épargner les civils



Le quartier d'Al Qahira ravagé par la guerre dans le Gouvernorat de Taït au Yémen. Photo: PAM

12 août - Le Coordonnateur humanitaire au Yémen, Jamie McGoldrick, appelle toutes les parties au conflit à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et des droits de l'homme et à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils et les infrastructures civiles.

Les médias locaux rapportent que des enfants et des femmes ont été tués et mutilés, des maisons ont été détruites, et qu'une usine de nourriture et un marché ont été endommagés ou détruits par les combats au sol et les attaques aériennes, en particulier dans la ville de Sanaa et les gouvernorats de

Sanaa, Sa'ada, Taïzz, et Al Hudaydah.

« La reprise des hostilités à grande échelle ne fait qu'augmenter les besoins humanitaires » a déclaré ce vendredi M. McGoldrick. « Le peuple du Yémen sont les premières victimes de cette souffrance en raison de l'incapacité des parties à trouver une solution politique à un conflit qui fait rage depuis plus d'un an et demi », a ajouté le Coordonnateur humanitaire.

« L'épuisement des réserves en devises de la Banque centrale a donné lieu à des difficultés pour les importateurs d'obtenir des lignes de crédit, rendant presque impossible le maintien de services sociaux de base par les entités du gouvernement » a dit M. McGoldrick.

« La communauté humanitaire exige également que les parties facilitent l'accès humanitaire sûr, libre et durable aux personnes dans le besoin, ainsi que le mouvement volontaire des civils pour qu'ils puissent atteindre l'aide humanitaire » a-t-il souligné.

Dans un communiqué publié aujourd'hui, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) a fait part d'une hausse continue du nombre de victimes civiles au Yémen au cours de ces dernières semaines.

« Malgré la cessation des hostilités entre le 11 avril et 11 août 2016, nous avons recensé « 815 victimes civiles dont 272 décès et 543 blessés. Parmi ces victimes, 49 civils ont été tués et 77 autres blessés seulement la semaine dernière, depuis le 5 août » a déclaré à Genève la porte-parole du Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme, Ravina Shamdasani.

« Entre mars 2015 et le 11 août 2016, le nombre total de victimes civiles au Yémen s'élevaient à 10.270 personnes, dont 3.704 tués et 6.566 blessés », a rappelé Mme Shamdasani.

L'ONU appelle l'Australie et Nauru à mettre fin aux centres de détention offshore



Un centre pour réfugiés sur l'île de Nauru. Photo HCR/N. Wright

12 août - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a exprimé vendredi son extrême préoccupation concernant les allégations publiées de maltraitance à l'encontre des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés actuellement détenus sur l'île de Nauru, dans le Pacifique.

« Nous sommes extrêmement préoccupés par les graves allégations de violences, d'agressions sexuelles, de traitements dégradants et d'automutilations contenus dans plus de 1000 rapports d'incidents relevés dans les centres de traitement offshore sur Nauru, dont beaucoup auraient impliqué des enfants », a déclaré la porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani, dans un communiqué de presse.

Bon nombre des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés détenus dans ces centres ont été transférés par l'Australie vers Nauru il y a plus de trois ans et vivent depuis dans des conditions très difficiles.

« Nous avons effectué des visites régulières à Nauru au cours de ces dernières années et la plupart des allégations contenues dans les documents sont, malheureusement, conformes aux conclusions de ces visites », a ajouté Mme Shamdasani qui a rappelé que le HCDH a régulièrement et constamment signalés ces problèmes à l'attention des gouvernements de Nauru et de l'Australie.

La porte-parole a précisé qu'il était difficile de savoir si les incidents allégués ont fait l'objet d'enquêtes par les entreprises contractées par l'Australie pour diriger ces centres ou par les forces de police de Nauru.

Mme Shamdasani a indiqué que les équipes du HCDH ont été témoins d'un grand nombre de migrants, demandeurs d'asile et réfugiés, y compris des enfants, à Nauru souffrant de graves problèmes de santé mentale en raison de leur détention et de l'absence de certitude concernant leur sort.

« Certaines de ces personnes avaient déjà subi un traumatisme dans leur pays d'origine et parfois aussi pendant leur voyage vers l'Australie. Ils ont ensuite été transférés à Nauru, où ils ont d'abord été détenus au centre de traitement régional dans des conditions difficiles » a-t-elle dit.

La porte-parole a souligné que ces allégations doivent faire l'objet d'enquêtes systématique et appropriées et que les responsables rendent compte de leurs actes ».

« Nous avons demandé à maintes reprises aux autorités de Nauru et de l'Australie de mettre fin au modèle offshore de traitement et de placement des migrants », a dit Mme Shamdasani. « Nous leur avons demandé de mettre rapidement en place des mesures pour empêcher ce type d'incidents et veiller à ce que l'intégrité physique et mentale des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile soit protégée » a-t-elle ajouté.

Mercredi dernier, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est également déclaré très préoccupé par ces allégations et avait réitéré sa demande de voir les réfugiés et demandeurs d'asile immédiatement transférés hors de Nauru.

Centrafrique : L'OMS renforce sa réponse face à l'épidémie de choléra



Une petite fille à Bangui, la capitale de la République centrafricaine (RCA). Photo: UNICEF/Donaig Le Du

12 août - Dans un contexte humanitaire difficile en République centrafricaine (RCA), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et ses partenaires intensifient leurs efforts pour répondre à une récente épidémie de choléra dans les villages situés le long du fleuve Oubangui et soulignent le besoin urgent de ressources et d'aides supplémentaires pour le pays.

Le Bureau régional pour l'Afrique de l'OMS a confirmé jeudi par communiqué de presse la déclaration d'une épidémie de choléra en RCA le 10 août, avec 46 cas confirmés et 13 décès enregistrés dans les villes de Djoujou, Damara et Bangui.

« Cette épidémie de choléra dans les villages le long des rives de l'Oubangui ne fait qu'amplifier les besoins de sécurité sanitaires déjà inquiétants pour les Centrafricains qui ont déjà tant souffert des conséquences d'une crise humanitaire prolongée due à la guerre et aux déplacements », a déclaré le représentant de l'OMS en RCA, Michel Yao.

L'OMS et le ministère centrafricain de la santé et de l'assainissement ont activé un centre de commandement de lutte contre le choléra, qui comprend tous les partenaires humanitaires présents sur le terrain avec des groupes de travail couvrant la gestion des cas d'épidémie, la surveillance, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la communication des risques et la mobilisation sociale, la logistique, la sécurité et la gestion des cadavres.

Les patients arrivés dans la capitale, Bangui, sont pris en charge dans un centre médical soutenu par l'OMS avec du matériel de traitement provenant de stocks qui ont déjà été pré-positionnés dans le cadre du plan centrafricain de lutte contre le choléra pour la saison des pluies.

L'OMS a également précisé qu'une équipe mobile de partenaires de la santé mène des activités de traitement des sources d'eau et de sensibilisation des communautés dans les villages le long du fleuve Oubangui.

« La crise persistante dans le pays, y compris l'insécurité dans certaines régions, a exacerbé les problèmes existants. La surveillance des maladies est essentielle pour permettre une détection précoce et une réponse efficace aux épidémies telles que le choléra », a souligné M. Yao.

Le représentant de l'OMS en RCA a également souligné le besoin urgent d'aide et de ressources supplémentaires pour améliorer la surveillance des maladies et rétablir les services de santé, alors que de nombreuses menaces pour la santé publique existent toujours.

Thaïlande : l'ONU condamne les attentats à la bombe



Une plage dans le quartier de Katoo, province de Phuket en Thaïlande. Photo: UNICEF/Panadda Srikotcha

12 août - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné les attentats à la bombe survenus ce jeudi et vendredi en Thaïlande, et a exprimé l'espoir que les auteurs de cette attaque soient rapidement traduits en justice.

« Le Secrétaire général présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite aux blessés un prompt rétablissement. Il exprime ses condoléances au gouvernement et au peuple de la Thaïlande », a déclaré son porte-parole dans une déclaration à la presse.

Les médias ont fait état de plusieurs explosions en moins de 24 heures ce jeudi et vendredi dans la station balnéaire de Hua Hin et sur l'île de Phuket.

Au nom de la communauté internationale du tourisme, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) s'est joint au Secrétaire général pour transmettre ses sincères condoléances et sympathie aux familles et aux amis des victimes ainsi qu'au peuple thaïlandais.

« La Thaïlande est l'une des destinations touristiques les plus consolidées dans le monde. Une destination où les gens de toutes les cultures s'unissent et profitent du tourisme et de son fort potentiel pour favoriser le développement », a déclaré le Secrétaire général de l'OMT, Taleb Rifai. « Nous sommes convaincus que cela continuera d'être le cas et sommes impatients de rencontrer à Bangkok prochain 27 Septembre pour les célébrations officielles de la Journée mondiale du tourisme », a ajouté M. Ribai.

« Nous avons besoin, plus que jamais, de travailler ensemble pour placer célébrations de la Journée mondiale du tourisme sous le signe de la réussite. Ce sera la meilleure expression de soutien et d'union contre ces actes ignobles », a déclaré le Secrétaire général de l'OMT.